

Le VIII^e Congrès des Syndicats allemands

Le 8^e congrès des « Freie Gewerkschaften Deutschlands » (syndicats libres d'Allemagne) s'est réuni à Dresde le 26 juin. Après que Carl Legien eût souhaité la bienvenue aux délégués présents : 388 Allemands et 3 étrangers, il donna lecture d'un grand nombre de statistiques montrant la croissance, les ressources financières et l'activité des syndicats affiliés. En voici quelques-unes :

Nombre de syndiqués :

1891	277.659
1910	2.017.019
1911	2.276.000

Capital possédé par les syndicats :

1 ^{er} janvier 1909.....	40.850.000 marks
1 ^{er} janvier 1910.....	52.580.000 —

Revenu :

1908	48.500.000 marks
1910	64.700.000 —

En 1910, il y eut 4.110 grèves et lock-outs auxquels participèrent 348.000 ouvriers et qui coûtèrent, aux syndicats 18.460.000 marks.

Puis le Congrès passa rapidement au 2^e point de l'ordre du jour : Rapport de la « General Commission ». Ce rapport fut fait par Legien et tout de suite l'influence prépondérante de la « General Commission » sur le Congrès devint évidente. Durant tout le Congrès aucune des propositions de la « General Commission » ne fut rejetée, ni même sérieusement discutée. Par de brèves interventions Legien fit repousser plusieurs mesures importantes, l'une d'elles concernant le caractère à donner à la manifestation du 1^{er} mai. Non contente de cette influence directe, la G. C. s'opposa, contrairement au règlement, à la discussion de plusieurs questions gênantes. Aucune protestation ne s'éleva de ce docile congrès (1).

CAISSE DE RÉSISTANCE CENTRALE

Le premier sujet important qui vint en discussion fut celui de la constitution d'une caisse de résistance pour les grandes grèves et les lock-outs. Deux résolutions furent proposées au Congrès : l'une proposait une Caisse centrale alimentée par des versements faits par les fédérations proportionnellement au nombre de leurs membres ; l'autre demandait qu'en cas de grève considérable ou de lock-out la « General Commission » soit autorisée à exiger une cotisation supplémentaire des fédérations. Il y a là un besoin impératif du mouvement ouvrier allemand qu'il faut satisfaire. La tactique de combat limitée aux moyens légaux finit par se réduire à une question d'argent. Les patrons l'ont bien vu et, connaissant leur supériorité financière, ils ont adopté une politique qui consiste à lock-outer en même temps le plus grand nombre possible d'ouvriers, de façon à vider rapidement la caisse des syndicats. Voici ce que dit Legien là-dessus :

(1) Le caractère centraliste du syndicalisme allemand est le principal auteur de cet état de choses. Le système de la représentation proportionnelle au congrès a pour conséquence de mettre tous les mandats entre les mains des fonctionnaires syndicaux. Ceux-ci, nommés par les fédérations ou par les comités nationaux, dépendent de ces derniers pour leurs emplois. Et les comités nationaux sont, de leur côté, dominés par la « General Commission » où Legien règne en maître. Il faudrait qu'un délégué fût bien audacieux pour oser s'attaquer à cette organisation autocratique.

« Nous ne devons pas oublier que les patrons ont aussi changé leur tactique. Tandis que jusqu'à ces dernières années ils dirigeaient surtout leurs efforts de façon à résister aux revendications des syndicats, se bornant ainsi à une tactique défensive, ils ont maintenant adopté une tactique agressive et cherchent à faire expirer les contrats, dans un aussi grand nombre de métiers que possible, à la même date, de façon à imposer leurs conditions aux ouvriers. Et si ceux-ci refusent ils déclarent le lock-out, de sorte que de grandes masses d'ouvriers devant être secourus en même temps, les fonds de réserve des unions sont vite épuisés. »

En d'autres termes, les patrons tendent vers le lock-out général. Ce qui les met dans une situation originale, c'est qu'ils adoptent, au point de vue de la tactique de combat, le même idéal que les révolutionnaires qui veulent que les guerres industrielles se livrent sur un champ aussi vaste que possible. Le syndicaliste révolutionnaire veut la grève générale parce que c'est surtout dans de vastes mouvements que les moyens d'action sont le plus efficaces. Le capitaliste allemand veut le lock-out général parce que c'est seulement ainsi que sa puissance financière lui permet d'anéantir un adversaire moins riche que lui.

Les patrons sont encouragés à suivre cette politique brutale, qui consiste à affamer les ouvriers, parce qu'ils savent que les syndicats ne leur opposeront pas une résistance sérieuse, paralysés comme ils le sont par les politiciens socialistes. Ceux-ci sont violemment opposés aux méthodes nouvelles d'action directe et ils ont empêché la discussion de l'idée de grève générale au sein des syndicats. Quand ces leaders ouvriers politiciens expriment ouvertement leur horreur des grandes grèves et se font les avocats de la paix sociale, indispensable, disent-ils, au développement des syndicats, et acceptent les conditions les plus humiliantes afin de conserver cette paix, il n'est que trop naturel que les patrons se rendent compte que le moyen de vaincre pour eux réside dans l'emploi de méthodes agressives et du lock-out immobilisant un grand nombre d'ouvriers.

Les deux résolutions ci-dessus mentionnées sont une tentative qui ne pourra avoir pour effet que de reculer l'inévitable effondrement financier en centralisant la puissance financière des Unions. Legien demanda que ces deux résolutions soient

renvoyées pour étude à un comité composé de la « General Commission » et des comités nationaux des fédérations. Il en fut ainsi ordonné.

Le Congrès examina ensuite une série de résolutions concernant l'entente avec la Fédération centrale des Unions de consommateurs d'Allemagne, au sujet du travail à domicile, du travail dans les prisons, du boycottage, etc. Toutes furent votées à l'unanimité.

Vint ensuite une proposition, rapportée par Bauer, de la « General Commission » qui autoriserait la dite commission, en collaboration avec le comité central des unions de consommateurs, à organiser une société d'assurance, sous forme d'union coopérative à laquelle pourraient adhérer les membres de ces deux organisations. S'il était nécessaire, cette société serait constituée sous la forme d'une société par actions.

Bauer montra comment les compagnies d'assurances exploitent les travailleurs et leur extorquent des centaines de millions de marks. La société proposée remédierait, au moins en partie, à cet état de choses. La proposition fut unanimement adoptée. Ce qui veut dire que les syndicats allemands vont organiser l'assurance sur une base plus pratique, car déjà 53 syndicats ont institué diverses sortes d'assurance ; une organisation centrale en rendra le fonctionnement plus économique et permettra de concurrencer les sociétés privées. Cette idée me paraît excellente et peut mener bien au delà des anticipations de ceux qui l'ont proposée.

La discussion des résolutions ci-dessus mentionnées représente le travail sérieux du Congrès : elle prit un jour et demi. Le reste de l'ordre du jour aurait aussi bien pu être laissé de côté. Les sujets qu'on discuta comme le droit de coalition en Allemagne, la protection du travail à domicile, les secours de chômage, ne manquent pas en eux-mêmes d'intérêt, mais la façon dont on les examina fut quelconque et ne fournit qu'une discussion aride interminable. On se borna à de vaines protestations contre le gouvernement qui est en train de rogner les « droits acquis » dans toutes les directions. Au lieu que les syndicats s'efforcent d'agir sur le gouvernement par leur puissance économique — comme fait la C. G. T. en France au sujet des « retraites pour les morts », ils s'en remettent à la « puissante » Social-Démocratie qui se fait de tous ces griefs

un tremplin électoral. Durant tout le congrès la propagande politique fut faite ouvertement et cela ne souleva aucune objection. Par exemple, le D^r Heinemann, avocat et député socialiste, parla pendant deux heures pour montrer comment les projets de loi déposés par le gouvernement dépouilleraient les ouvriers du droit de s'organiser et de faire grève et termina par la remarque suivante qui souleva une tempête d'applaudissements : « Nous sommes à la veille d'élections générales du Reichstag. L'arme des travailleurs contre les violences du pouvoir, c'est le bulletin de vote. »

J'attendais impatiemment que ces discours politiques fussent terminés car j'espérais qu'une discussion intéressante suivrait au sujet de la solution de divers « conflits » d'une nature spéciale existant entre un certain nombre de syndicats. Ces « conflits » constituent une caractéristique originale du mouvement ouvrier allemand. Les fédérations sont davantage des sociétés d'assurance que des organisations de combat et étant inspirées par l'idéal des sociétés d'assurance elles se font concurrence comme le feraient des sociétés privées. Par l'offre de conditions plus favorables, elles cherchent à se prendre les unes aux autres leurs adhérents, sans se soucier des catégories d'industries. Aussi la solution des conflits soulevés par cette lutte est très délicate et produit parfois de curieux résultats. L'une d'elles, l'Union des travailleurs d'usine, comprend 170.000 membres appartenant aux industries les plus diverses, par exemple : ouvriers des produits chimiques, du papier, cimentiers, plâtriers, briquetiers, ouvriers occupés dans les distilleries, dans les fabriques de conserves alimentaires, etc... Ces travailleurs de métiers variés se sont unis, non pour combattre un adversaire commun, mais uniquement parce qu'une organisation importante leur offre un taux d'assurance plus avantageux. Par suite, cette union des travailleurs d'usine a pour idéal de grouper le plus grand nombre possible d'adhérents et elle s'efforce de faire partager ses vues par les congrès. Au Congrès de Dresde, l'« Union » présenta ses résolutions habituelles, tendant à abolir le règlement existant qui oblige les ouvriers à adhérer au syndicat de métier ou d'industrie et à permettre aux différents syndicats d'ouvriers non qualifiés de fusionner en une seule Union.

Par des moyens que j'ignore, l'affaire fut arrangée provi-

soirement, de sorte que les résolutions furent retirées et la discussion publique évitée.

Le samedi, à midi, avec trois « hochs ! » cordiaux pour le succès du mouvement, le Congrès se sépara.

* * *

Ce Congrès a été salué par la presse socialiste comme un grand succès et c'en fut un... pour le Parti Social Démocratique qui eut là une semaine de propagande excellente. Du point de vue syndicaliste, le congrès fut un échec complet. En réponse au besoin pressant de méthodes de combat nouvelles, pour organiser la résistance à la tactique agressive du Patronat, il ne fit rien que renvoyer, pour étude à une commission, le projet de création d'une caisse de résistance. Mais cette négligence du mouvement économique est naturel. Si une autre tactique et un esprit de combat se développaient dans les syndicats, les travailleurs découvriraient leur puissance économique et abandonneraient la farce politique, dont le seul résultat est de provoquer le rire — à leurs dépens — dans les milieux capitalistes (1).

Pour les socialistes politiques il n'y a rien autre que la grève partielle, soutenue avec les fonds du syndicat. L'action directe, le sabotage, la grève générale, la résistance passive, n'existent pas. Les syndicats sont réduits au rôle d'auxiliaire du « parti » pour la propagande électorale. L'idée qu'ils pourraient posséder par eux-mêmes une puissance révolutionnaire est résolument écartée. Tout ce qui concerne les efforts révolutionnaires — ou plus exactement « évolutionnaires » —

(1) Le *Vorwärts*, dans le n° du 29 juin, parlant de la motion socialiste en faveur de l'égalité politique en Prusse, qui fut repoussée par la majorité du Landtag, s'écrie, s'adressant aux ouvriers : « Non seulement les bourgeois vous volent vos droits politiques, mais ils ajoutent le ridicule et mépris. »

A la fin de la session parlementaire, quand les députés se préparaient à lancer les vivats habituels en l'honneur de l'empereur, les députés socialistes présents voulurent s'esquiver, mais les députés bourgeois se moquèrent tellement d'eux qu'ils reprirent leurs sièges et restèrent assis pendant que leurs collègues acclamaient l'empereur. Ce fier (!) exploit fut annoncé par le *Vorwärts*.

des ouvriers, concerne le « parti » et les différends économiques doivent être tranchés par des institutions comme le Landtag prussien, où « le Parti Social Democrat, avec 600.000 électeurs a 6 députés et les conservateurs, avec 60.000 électeurs en ont 63 ; où 4.000 électeurs de la 1^{re} classe ont de 150 à 200 fois autant de droit que 70.000 électeurs de la 3^e classe. »

Le Congrès de Dresde fut une illustration frappante de l'assujettissement des syndicats ouvriers au Parti politique et une perte sèche pour les premiers, de temps et d'argent.

W.-Z. FOSTER.

Dresde, 3 juillet 1911.
